

Questions orales

diens vont perdre confiance dans celui-ci. En fait, ils ont déjà perdu confiance en lui.

Je poserai à nouveau au président du Conseil du Trésor la question suivante: si le ministre veut vraiment régler cette question dans l'intérêt des agriculteurs, dont il s'inquiète et dont nous nous inquiétons tous, et dans celui des petites entreprises et de ceux qui peuvent être éprouvés, je redemande au ministre si la position du gouvernement est si faible que celui-ci refuse de s'en remettre à un médiateur? Pourquoi n'en nomme-t-il pas un immédiatement pour revenir à la table des négociations.

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, si notre intention avait été de ne pas négocier avec les syndicats, cela aurait été extrêmement facile. Nous aurions pu légiférer. De nombreuses provinces l'ont fait. Nous avons choisi de négocier. Nous avons donc agi au grand jour. Nous pensions que nous avions une bonne chance de pouvoir expliquer notre position.

Les Canadiens d'un bout à l'autre de notre pays connaissent une récession très dure. Des centaines de milliers d'entre eux ont perdu leur emploi. Nous voulions que nos fonctionnaires fassent un effort supplémentaire. Je sais qu'ils méritent de meilleures conditions, mais comment peut-on les payer: en augmentant les impôts ou en aggravant le déficit? La mauvaise gestion financière est le plus grand danger qui menace notre fonction publique.

• (1430)

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, tout ce que nous demandons, de ce côté-ci de la Chambre, c'est que le gouvernement fasse un effort supplémentaire.

Nous savons que la loi peut être adoptée d'ici 48 heures. Pourtant, rien n'empêche le gouvernement de continuer à négocier. Des ententes plus draconiennes que celle-ci eut été négociées en 48 heures.

Le ministre prendra-t-il le temps qui reste à négocier une entente avec l'Alliance de la fonction publique du Canada, au lieu de se résigner à ce constat d'échec que serait une loi imposant le retour au travail?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, nous n'hésiterons certes pas, je l'ai dit clairement ce matin, à donner suite au projet de loi. Nous verrons comment les événements se dérouleront d'ici là, mais la loi va passer.

Comme c'est inévitable, dans l'intérêt je crois de nos employés qui perdent du salaire—un autre triste résultat de ces grèves—j'espère que nous allons procéder sans tarder.

Comme je l'ai déjà dit, si nous retournons à ce qui avait été convenu à l'origine et sur lequel toute la Chambre était d'accord, nous examinerons ensuite la marche à suivre.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Cet après-midi, à Rosetown, en Saskatchewan, plus de 1 500 agriculteurs se réunissent pour dénoncer l'inaction du gouvernement alors qu'ils sont aux prises avec la pire crise financière que les agriculteurs canadiens aient connue depuis une génération.

Le gouvernement s'était engagé l'hiver dernier à fournir une troisième ligne d'assistance financière à ces producteurs. Quand le gouvernement va-t-il la leur accorder?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le ministre de l'Agriculture assistera à cette assemblée à Rosetown. Il exposera très clairement toute la liste des programmes et des mesures de soutien que notre gouvernement a fournis au secteur agricole.

Le député sait qu'on a annoncé ce printemps un programme constituant une troisième ligne d'assistance financière. Les dépenses à ce titre dépassent 500 millions de dollars. Il sait également que des fonds seront très bientôt débloqués dans le cadre du Compte de stabilisation du revenu net et du programme d'assurance du revenu brut. Plus d'un milliard et demi de dollars seront ainsi distribués aux agriculteurs d'ici Noël.

Les fonds distribués en vertu des mesures mises en place dans le cadre du programme de soutien du revenu, c'est-à-dire le programme spécial qui a été élaboré au printemps avec les agriculteurs, totaliseront plus de 2 milliards de dollars au cours des 12 prochains mois.

Ce n'est pas de la menue monnaie. Plus de 2 milliards en espèces sonnantes et trébuchantes. Cela démontre bien que nous coopérons de très près avec les producteurs canadiens et que nous reconnaissons les très graves difficultés auxquelles ils font face et qui sont avant tout attribuables à la guerre commerciale.